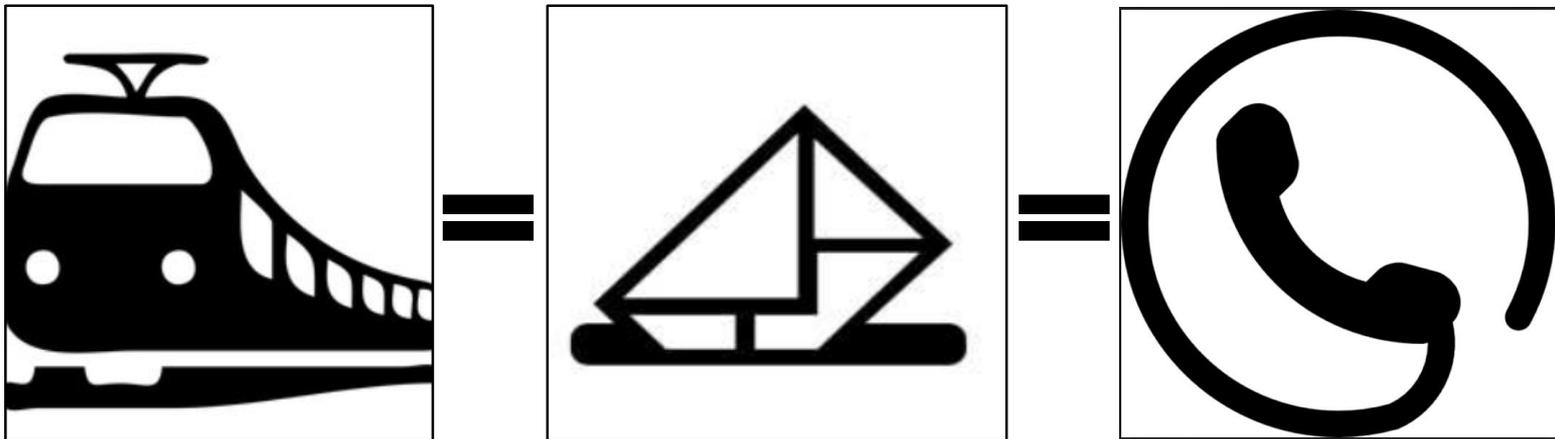




Pour une Suisse interconnectée



Doris Leuthard, conseillère fédérale

Votation du 5 juin 2016

Initiative populaire « En faveur du service public »



La Suisse est première du classement – grâce à son service public

Les dix économies les plus puissantes du monde

| | | |
|----|----------------|---|
| 1 | Schweiz | → |
| 2 | Singapur | → |
| 3 | USA | → |
| 4 | Deutschland | ↑ |
| 5 | Niederlande | ↑ |
| 6 | Japan | → |
| 7 | Hongkong | → |
| 8 | Finnland | ↓ |
| 9 | Schweden | ↑ |
| 10 | Großbritannien | ↓ |

2^e pour l'infrastructure ferroviaire

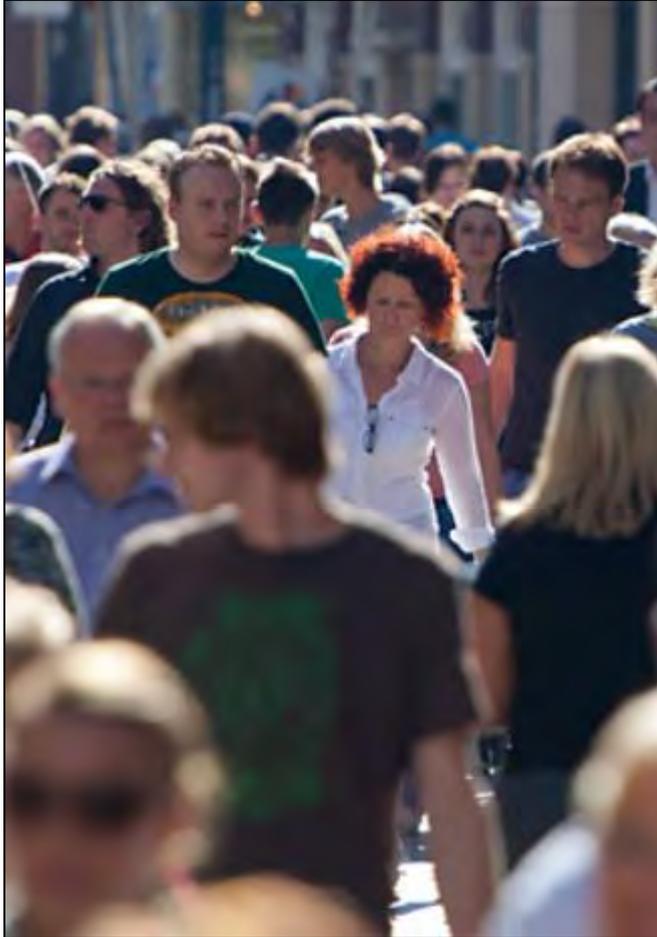
2^e concernant la densité du réseau postal

1^{ère} pour les raccordements à haut débit
2^e pour l'infrastructure de télécommunication





Service public – pour la population et l'économie



- La Poste distribue **18 millions de lettres et de journaux et 440 000 colis** (*par jour*)
- CarPostal achemine **385 000 voyageurs par jour**
- PostFinance effectue **2,8 millions de transactions par jour**
- Les CFF transportent **1,2 million de voyageurs par jour** sur un **réseau de 3000 km**
- Swisscom exploite **2,63 millions de raccordements fixes** et **2 millions de raccordements DSL** permettant d'accéder rapidement à Internet.



Le service Public contribue à la mise en réseau de la Suisse





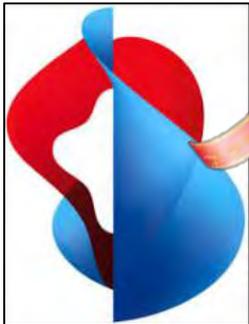
Que souhaitent les auteurs de l'initiative?



- Les auteurs de l'initiative veulent améliorer le service public qui selon eux s'est dégradé chez Swisscom, à la Poste et aux CFF; ils veulent mettre un terme au démantèlement.
- Dans le domaine des prestations de base:
 - Aucun but lucratif
 - Aucun subventionnement croisé et pas d'objectif fiscal
- Pas de salaires et honoraires supérieurs à ceux de l'administration fédérale



Les dangers de l'initiative



- Restriction...
 - de la liberté entrepreneuriale.
 - des performances, de la compétitivité et des capacités d'innovation.

- Affaiblissement du service public, les innovations seront bloquées.

- Les entreprises se retrouveront paralysées par une structure salariale figée et par l'adaptation aux salaires de l'administration fédérale.

- Démantèlement des prestations – également dans le service public – et hausses d'impôts en raison de recettes en baisse pour la Confédération et les cantons.



OUI à la solution proposée par le Conseil fédéral et le Parlement



- **Le Conseil fédéral et le Parlement recommandent le NON**
- Le Conseil national par 196 voix contre 0 sans abstention
- Le Conseil des États par 43 voix contre 0 sans abstention
- Le Suisse dispose d'un service public de qualité sur l'ensemble du territoire. Des adaptations étant toujours nécessaires, il importe d'investir en conséquence.
- Les entreprises fédérales sont bien positionnées, fournissent des prestations de qualité de manière efficace et sont des employeurs attrayants, pour les apprentis également.



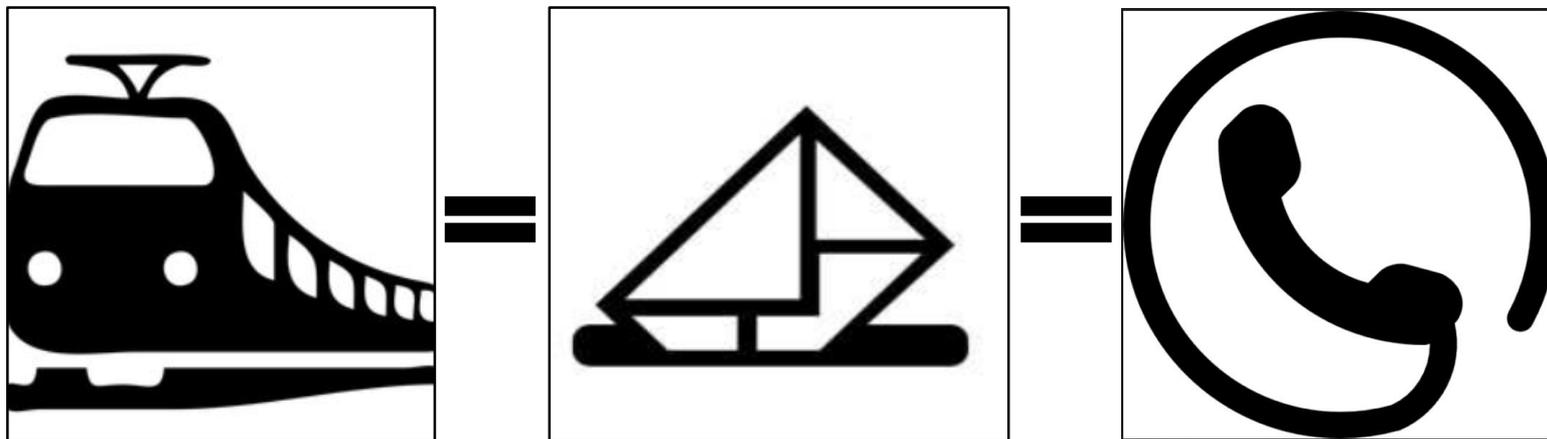
Le Conseil fédéral et le Parlement disent NON à l'initiative



- **car elle constitue une entrave pour les entreprises;**
- **car elle empêche le développement et l'innovation;**
- **car elle divise la Suisse qui se distingue par ses quatre langues et ses 26 cantons**



Pour une Suisse interconnectée



**NON à l'initiative
« En faveur du service public »**